

**CONVENTION D'APPUI AUX POLITIQUES D'INSERTION
2018-2019
CONCLUE AVEC LA COLLECTIVITE DE CORSE**

Entre

L'Etat, représenté par :

- Bernard SCHMELTZ, Préfet du département de Corse du Sud et Préfet de Corse,
- Gérard GAVORY, Préfet du département de Haute-Corse,

d'une part,

Et

La Collectivité de Corse, représentée par Gilles SIMEONI, Président du conseil exécutif de Corse, et désignée ci-après par les termes « la Collectivité de Corse », d'autre part,
N° SIRET : 20007695800012

Considérant la loi de finances initiale pour 2017 créant le fonds d'appui aux politiques d'insertion en son article 89 ;

Considérant le décret n° 2017-202 du 17 février 2017 relatif au fonds d'appui aux politiques d'insertion ;

Considérant les articles L 4421-1 et L 4421-2 du Code général des Collectivités territoriales

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La lutte contre la pauvreté et les exclusions est un « impératif national » inscrit dans la loi¹, et fondé sur « l'égalité de tous les êtres humains ». Elle est à ce titre « une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la nation ».

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise à « garantir sur l'ensemble du territoire

¹ Article L115-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles

l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance. »

C'est en ce sens que les situations de pauvreté ou d'exclusion sociale ne peuvent et ne doivent pas être considérées comme un statut ou une fatalité. Les politiques de lutte contre la pauvreté et contre les exclusions visent au contraire à renforcer l'égalité des chances et la cohésion sociale.

Pour atteindre ces objectifs, les politiques d'insertion doivent s'articuler autour de 3 axes complémentaires :

- la prévention des difficultés sociales et la lutte contre la pauvreté;
- l'accompagnement des personnes en vue de leur accès à l'autonomie et leur participation à la vie sociale, économique et citoyenne ;
- l'intervention sur l'environnement social pour renforcer la cohésion sociale et les solidarités de proximité.

La loi du 18 décembre 2003 portant décentralisation du revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité a confié aux départements la responsabilité de la conduite des politiques d'insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RMI, avec le concours de ses partenaires (Etat, collectivités, organismes de formation et associations)².

Afin de permettre aux personnes de réaliser des choix libres et autonomes, la loi du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion³ précise que chacun doit pouvoir être informé, aidé et accompagné de façon « personnalisée » : c'est pourquoi les modalités d'accompagnement doivent être définies dans le cadre d'un contrat « librement débattu », définissant les engagements réciproques du conseil départemental ou du conseil exécutif pour la Collectivité de Corse et de la personne accompagnée.

Les Pactes territoriaux d'Insertion, créés par la loi du 1^{er} décembre 2008 ci-dessus mentionnée, visent à assurer une coordination soutenue en matière d'insertion, entre le département ou la Collectivité de Corse et les autres acteurs du territoire. Pour autant, l'articulation entre les politiques locales et nationales apparaît aujourd'hui insuffisante. On constate par ailleurs des disparités entre les départements concernant la mise en œuvre d'un accompagnement adapté aux besoins des personnes.

Les politiques d'insertion portées par les conseils départementaux et la Collectivité de Corse doivent ainsi s'articuler pleinement avec l'ensemble des politiques publiques portées par l'Etat, et qui concourent à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins. Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du RSA.

Le fonds d'appui aux politiques d'insertion créé par loi de finances initiale pour 2017 vise ainsi à apporter un soutien financier aux départements ou à la Collectivité de Corse qui s'engagent à renforcer leurs politiques d'insertion, dans le cadre d'une convention entre l'Etat d'une part, le conseil départemental ou le conseil exécutif et ses partenaires d'autre part.

² Loi n°2003-1200 du 18 décembre 2003 - article L. 263-1 du code de l'action sociale et des familles

³ LOI n° 2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion

Cette convention vise à définir des priorités conjointes, déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions conjointes.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, les Préfets de département et le Président du conseil exécutif de Corse définissent des priorités conjointes en matière de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale et professionnelle et de développement social.

Ces priorités communes sont déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs.

Dans ce cadre, la Collectivité de Corse s'engage à mettre en œuvre des actions nouvelles ou à renforcer des actions existantes, en association étroite avec l'Etat et l'ensemble de ses partenaires, afin de répondre à des priorités nationales, mais aussi à des priorités territoriales.

Cette convention fixe également l'engagement de l'Etat et de la Collectivité de Corse sur le plan financier, dans les conditions prévues par la loi de finances initiale pour 2017. L'article 89 II. de la loi de finances est joint à l'annexe 1 de la présente convention.

Elle définit les modalités de suivi et d'évaluation des actions prévues au titre de ladite convention.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS RECIPROQUES DE LA COLLECTIVITE DE CORSE ET DE L'ETAT

Des engagements de progrès devront être définis conjointement par l'Etat et la Collectivité de Corse dans le cadre d'un dialogue avec leurs partenaires associatifs, les autres collectivités locales (et notamment les communes et leurs CCAS ainsi que la région); dans cette perspective les organismes de protection sociale (Pôle emploi, CNAF, CCMSA, CNAM, CNAV) seront mobilisés.

Les partenaires territoriaux peuvent, s'ils le souhaitent prendre part à la convention par avenant, avec l'accord de l'Etat et de la Collectivité de Corse.

2.1 Diagnostic des besoins sociaux et des solutions existantes sur le territoire

L'Etat et la Collectivité de Corse font figurer, sur la base des éléments existants, un diagnostic des besoins sociaux et des actions mises en œuvre sur le territoire en matière d'insertion en annexe de la convention. Il reprendra les éléments de diagnostic de l'ensemble des partenaires du pacte territorial d'insertion.

Il constitue le fondement et la justification des priorités conjointes et des engagements de l'Etat et du département.

La synthèse des éléments attendus dans le cadre de ce diagnostic commun sont détaillés en annexe 3.

2.2 Socle commun d'objectifs

L'Etat et la Collectivité de Corse s'accordent sur des engagements de progrès qui constituent le socle commun d'objectifs de la présente convention.

NB : l'ensemble des engagements de progrès et des actions conjointes devront faire l'objet d'un descriptif synthétique mais précis, permettant d'identifier les objectifs poursuivis, les financements mobilisés, les partenaires et les indicateurs de résultat associés. Un renvoi en annexe est possible pour détailler les actions.

2.2.1. Actions d'insertion prévues par la loi

Afin de garantir l'équité de traitement des citoyens sur l'ensemble des territoires et de permettre un accompagnement adapté aux besoins des personnes concernées, la Collectivité de Corse et l'Etat s'engagent à définir conjointement une démarche de progrès, en association étroite avec leurs partenaires, au titre des obligations légales du département en matière :

- d'orientation et de réorientation des bénéficiaires du RSA ;
- d'accompagnement des bénéficiaires du RSA incluant la signature de contrats d'engagements réciproques ;
- de participation des bénéficiaires du RSA aux équipes pluridisciplinaires ;
- de signature d'un pacte territorial pour l'insertion ;
- de signature d'une convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) sur les contrats aidés et sur les contrats à durée déterminée d'insertion du secteur de l'insertion par l'activité économique.

La Collectivité de Corse présente pour l'ensemble de ces actions d'insertion ses engagements de progrès assortis d'objectifs précis et d'indicateurs d'évaluation.

Le préfet présente dans le cadre de cette convention les modalités de son soutien à la mise en œuvre de ces engagements de progrès territoriaux.

Renouveler le Pacte Territorial d'Insertion (PTI) et l'étendre à l'ensemble de la Corse Action commune 2A – 2B	
<u>Objectifs :</u> Assurer un accompagnement et une coordination efficace des partenaires de l'insertion.	<u>Etat des lieux/constats :</u> Les PTI des 2 ex-départements doivent être renégociés afin de faire coïncider les axes d'organisation communs et les axes locaux dans le concours à l'insertion des brSa.

<u>Moyens/Partenaires mobilisés :</u>	<u>Financements :</u>
Moyens de chaque partenaire, conformément aux termes du PTI.	Financements et engagements de chaque signataire du PTI.
<u>Indicateurs :</u>	<u>Valeurs visées :</u>
Partenaires institutionnels et associatifs signataires.	Coordonner, dans le cadre de la mise en place de la collectivité unique, les engagements des partenaires sur l'ensemble du territoire.
<u>Modalités de soutien de l'Etat :</u>	
Participation des services de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) et des services de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) au pilotage de l'élaboration du prochain Pacte.	

Favoriser l'accès des bénéficiaires du RSA aux contrats aidés et aux dispositifs de l'insertion par l'activité économique dans le cadre de la convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) Action commune 2A – 2B	
<u>Objectifs :</u>	<u>Etat des lieux/constats :</u>
Mobiliser pleinement et de manière concertée les outils d'aide à l'insertion professionnelle, contrats aidés et dispositifs de l'insertion par l'activité économique (chantiers d'insertion, entreprise d'insertion et associations intermédiaires).	<p>Le public bénéficiaire du RSA rencontre des difficultés particulières qui l'éloignent des outils et des dispositifs d'insertion professionnelle. Des objectifs et des mesures incitatives (taux de prise en charge de l'aide à l'emploi majorée pour les CUI par exemple) doivent permettre de corriger ces difficultés d'accès, mais elles ne suffisent pas. Le maintien et le développement d'un écosystème favorable à l'insertion de ce public est nécessaire.</p> <p>Signature de la CAOM 2018 (1^{er} semestre). Mise en œuvre de l'arrêté préfectoral fixant les taux de prises en charge et les publics prioritaires ; Elaboration, pilotage et suivi régulier de la mise en œuvre de la CAOM avec des référents identifiés (Collectivité de Corse – Etat DIRECCTE).</p>

<u>Moyens/Partenaires mobilisés :</u> Moyens financiers de l'Etat et de la Collectivité de Corse ; Mobilisation du service public de l'emploi et des acteurs de l'insertion par l'activité économique.	<u>Financements :</u> Financement par l'Etat et la Collectivité de Corse de 129 aides à l'emploi pour les bénéficiaires du RSA : 129 PEC (parcours emploi compétences). Financement en 2018 pour les structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE), à hauteur d'un engagement de 813 736.40 € par la Collectivité de Corse.
<u>Indicateurs :</u> Signature et renouvellement de la CAOM ; Objectifs fixés par la CAOM ; Taux d'occupation des bénéficiaires du RSA.	<u>Valeurs visées :</u> Réalisation des objectifs fixés par la CAOM. Evaluation de la CAOM.
<u>Modalités de soutien de l'Etat :</u> Pilotage et coordination du service public de l'emploi : mobilisation des partenaires et des prescripteurs Pôle emploi, Missions Locales et CAP emploi, arrêté préfectoral fixant le taux de prise en charge pour les bénéficiaires du RSA, actions d'information et de communication, etc. Pilotage de l'insertion par l'activité économique : conseil départemental de l'insertion par l'activité économique (CDIAE), conférences des financeurs, comité d'agrément, etc.	

Point Conseil Budget (P.C.P) ou Information et Soutien au budget familial (I.S.B.F.) Action réalisée en 2B	
<u>Objectifs :</u> L'objectif est de mettre en place un service d'information et de conseil ouvert à toutes les personnes qui souhaitent améliorer la gestion de leur budget, faire face à une situation financière difficile, anticiper un changement de situation familiale ou professionnelle qui auront un impact sur leurs ressources et leurs dépenses. Il s'agit également de faire de la prévention du surendettement en apportant des solutions le plus tôt possible aux personnes en difficulté financière pour améliorer durablement leur situation.	<u>Etat des lieux/constats :</u> Pour mettre en œuvre la politique publique de prévention du surendettement, l'Etat a souhaité développer sur l'ensemble du territoire français un réseau de « Points conseil budget » (PCB), en commençant par une phase d'expérimentation en 2016 avant une généralisation annoncée pour 2017. Cette démarche consiste plus concrètement à labelliser des structures existantes proposant une offre d'accompagnement budgétaire à destination d'un public très large, confronté à des difficultés financières. Un cahier des charges a été proposé pour 4 régions expérimentales (IDF, Nord-Picardie, ALCA, LRMP) et crée deux niveaux de PCB : <ul style="list-style-type: none"> • Les PCB de niveau 1 (PCB1), qui proposent cet accompagnement en face-à-face, dans les

	<p>territoires, ouverts à tout public</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les PCB de niveau 2 (PCB2), qui proposent cet accompagnement par téléphone, uniquement sur prescription des créanciers. Ils ont une spécificité : négocier à l'amiable les dettes des personnes avec leurs différents créanciers. Pour cette fonction particulière, les PCB1 peuvent faire appel à leurs services. Dans le cadre de cette expérimentation, seules 15 UDAF sont uniquement positionnées en PCB1. <p>En dehors de ce cadre expérimental, l'Etat indique qu'il est tout à fait possible de développer des dispositifs similaires sous une autre appellation. L'UNAF a retenu l'appellation « information et soutien au budget familial » et propose un cahier des charges interne au réseau. C'est ainsi que l'on peut retrouver des UDAF, accueillant en face-à-face les publics, mais assurant l'ensemble des fonctions couvertes par les PCB1 et PCB2 y compris la négociation de dettes, voire d'autres actions concourant à l'équilibre budgétaire des familles.</p>
<p><u>Moyens/Partenaires mobilisés :</u></p> <p>UDAF Etat, Banque de France, CCAS de la Ville de Bastia, associations familiales et services d'aide et de soins à domicile.</p>	<p><u>Financements :</u></p> <p>Participation financière du FAPI CAF ; Collectivité de Corse</p>
<p><u>Indicateurs :</u></p> <p>L'évaluation de l'action sera effectuée en fin d'exercice sur la base d'un rapport détaillé qui sera fourni par l'UDAF et qui comportera des indicateurs chiffrés relatifs notamment au public reçu.</p>	<p><u>Valeurs visées :</u></p>
<p><u>Modalités de soutien de l'Etat :</u></p> <p>Participation financière du FAPI</p>	

2.2.2 Actions concourant à renforcer les coopérations entre les acteurs

Afin de compléter ce socle commun au sens de la loi, la convention prévoit qu'au moins deux actions visant à renforcer les coopérations entre les acteurs mobilisés en faveur de l'insertion sociale et professionnelle sur le territoire seront mises en œuvre chaque année par la Collectivité de Corse, sur la base de la liste présentée en annexe 4. Les actions retenues seront des actions nouvelles.

Les préfets présentent dans le cadre de cette convention les modalités de leur soutien à la mise en œuvre de ces engagements territoriaux, et les engagements de coopération sur lesquels ils s'engagent, le cas échéant, au titre de l'Etat.

Les actions retenues sont les suivantes:

Favoriser un accompagnement global des bénéficiaires du RSA et des demandeurs d'emploi Renégocier une convention applicable à l'ensemble de la Corse Action commune 2A – 2B	
<u>Objectifs :</u> Optimiser la coordination des compétences des conseillers sociaux et professionnels en vue de l'insertion rapide des publics bénéficiaires du RSA et/ou demandeurs d'emploi.	<u>Etat des lieux/constats :</u> Dissociation des accompagnements sociaux ou professionnels alors qu'une prise en compte global simultanée peut aboutir à des résultats concrets.
<u>Moyens/Partenaires mobilisés :</u> Pôle Emploi	<u>Financements :</u> Moyens humains et logistiques de Pôle Emploi et des services insertion de la Collectivité de Corse Participation financière du FAPI.
<u>Indicateurs :</u> Augmentation du nombre de personnes orientées sur ce type d'accompagnement ; Durée moyenne des accompagnements ; Nombre de sorties positives.	<u>Valeurs visées :</u> Optimisation du travail inter institutionnel.
<u>Modalités de soutien de l'Etat :</u> Participation financière du FAPI. Pilotage et coordination du service public de l'emploi. Mise à disposition d'outils pour les conseillers : mesures de la politique de l'emploi : aide à l'embauche, contrats aidés, structures de l'insertion par l'activité économique, accompagnements renforcés, accès à la formation, aides à la mobilité, etc.	

Evaluer l'impact des actions conduites sur le territoire Corse en matière d'insertion des bénéficiaires du RSA et des demandeurs d'emploi Action commune 2A – 2B	
<u>Objectifs :</u> Obtenir des informations précises à la fois sur le public suivi et sur la pertinence des actions d'insertion mises en œuvre sur le territoire.	<u>Etat des lieux/constats :</u> Pas de connaissance précise du public. Pas de participation du public à l'évaluation des actions menées en sa faveur sur le territoire.
<u>Moyens/Partenaires mobilisés :</u> Le public concerné ; Les acteurs des dispositifs d'insertion.	<u>Financements :</u> 1 agent de la Collectivité de Corse équivalent temps plein.
<u>Indicateurs :</u> Amélioration des actions mises en œuvre ; Mesure de la participation effective du public visé.	<u>Valeurs visées :</u> Amélioration du service rendu. Habitude de la participation « citoyenne », de la concertation.
<u>Modalités de soutien de l'Etat :</u> Renforcement et structuration des échanges avec les services de l'Etat (DIRECCTE) sur les outils de suivi des dispositifs et mesures bénéficiant aux bénéficiaires du RSA.	

Insertion sociale par la pratique sportive Action réalisée en 2B	
<u>Objectifs :</u> Insertion sociale des bénéficiaires du rSa par la pratique sportive.	<u>Etat des lieux/constats :</u> De par sa dimension collective et sociétale, et le fait qu'il favorise l'épanouissement individuel, le sport, véritable outil éducatif, est un vecteur d'insertion sociale à part entière. La Collectivité de Corse souhaite donc intégrer la pratique sportive dans les contrats d'engagements réciproques des bénéficiaires du rSa. A cet effet, un projet est donc lancé en 2017 pour une mise en réseau des associations sportives, la mise en place de partenariats visant la prise en charge des bénéficiaires rSa (prise en charge sportive, mais aussi au niveau des

	transports, des équipements nécessaires, etc,...) et la sensibilisation de tous les acteurs sociaux aux apports d'une pratique sportive régulière. Celle-ci pourra être proposée au titre des obligations d'insertion mentionnées au contrat des bénéficiaires. Le démarrage concernera, à titre expérimental en 2017 l'unité territoriale de la plaine orientale nord, et sera généralisée en 2018 au reste du territoire de la Haute-Corse si les conditions de réussite sont remplies.
<u>Moyens/Partenaires mobilisés :</u>	<u>Financements :</u> Participation financière du FAPI Collectivité de Corse
<u>Indicateurs :</u> L'évaluation sera effectuée quantitativement par le biais de fiches et de statistiques en fin d'exercice sur le nombre d'associations ayant accepté le partenariat, sur le nombre de bénéficiaires rSa inscrits durablement dans l'action au travers de leur contrat d'engagement, et qualitativement par un rapport rédigé par le responsable de l'UTIS concerné.	<u>Valeurs visées :</u>
<u>Modalités de soutien de l'Etat :</u> Participation financière du FAPI	

ESOL Action réalisée en 2B	
<u>Objectifs :</u> Amélioration du budget des familles concernées, minimisation du recours aux aides alimentaires, développement de la capacité d'autonomie des bénéficiaires, création de lien social.	<u>Etat des lieux/constats :</u> Développement de l'Epicerie Solidaire (ESOL) implantée dans le centre ancien de la ville de Bastia. Permet l'achat de produits alimentaires et d'hygiène de qualité et à bas prix. Un local est mis gratuitement à disposition de l'association par un particulier. L'existence de l'épicerie permet de créer et de maintenir du lien social entre les habitants qui, pour certains d'entre eux, s'y rendent quotidiennement. L'ESOL est actuellement gérée et animée par une

	équipe de cinq personnes bénévoles.
<u>Moyens/Partenaires mobilisés :</u> ESOL Ville de Bastia, CAF, CTC	<u>Financements :</u> Participation financière du FAPI Collectivité de Corse ; Ville de Bastia ; CAF
<u>Indicateurs :</u> L'évaluation de l'action sera effectuée en fin d'exercice par le Pôle Solidarité sur la base des statistiques de fréquentation, ainsi que des résultats comptables de l'association. Une fiche d'indicateurs sera remplie à cet effet par l'association (cf annexe 6), qui produira en outre un rapport d'activité pour l'année.	<u>Valeurs visées :</u>
<u>Modalités de soutien de l'Etat :</u> Participation financière du FAPI	

2.3 Actions supplémentaires répondant à des priorités nationales ou à des priorités locales

Les priorités nationales des politiques d'insertion sont présentées en annexe 4 ; le Préfet et le Président du conseil exécutif de Corse définissent conjointement les priorités nationales retenues au titre de la convention.

Les priorités territoriales sont définies par le président du conseil exécutif de Corse au regard du diagnostic des besoins sociaux et des solutions existantes sur le territoire (cf. article 2.1).

La Collectivité de Corse s'engage à mettre en œuvre au moins quatre actions supplémentaires correspondant à ces priorités qui peuvent être constituées de projets nouveaux ou du renforcement d'actions existantes sur le territoire. Au moins deux de ces actions répondent à des priorités nationales en matière d'insertion et au moins deux à des priorités d'insertion territoriales.

Ces priorités et actions sont les suivantes:

Lutter contre le non recours aux droits par une offre territorialisée de l'activité de domiciliation administrative action réalisée en 2A	
<u>Objectifs :</u> Permettre l'accès aux droits des personnes en situation en grande précarité grâce à l'accès à la domiciliation administrative.	<u>Etat des lieux/constats :</u> Sur l'Extrême-Sud, l'activité de domiciliation est assurée par la seule association agréée sur le département (FALEP 2A). Or, l'association rencontrant des difficultés financières, elle n'est plus en mesure de réaliser cette activité sans concours financier. L'enjeu pour la Collectivité de Corse est de maintenir une offre de domiciliation accessible sur l'ensemble du territoire, y compris dans l'Extrême-Sud, par un financement de l'association portant cette activité.
<u>Moyens/Partenaires mobilisés :</u> Cofinancement d'un poste dans une association agréée pour gérer la domiciliation administrative. Mairie de Porto-Vecchio et Intercommunalité Grand Sud.	<u>Financements :</u> Moyens des collectivités territoriales partenaires. Participation du FAPI à hauteur de 40 % d'un équivalent temps plein.
<u>Indicateurs :</u> Nombre de domiciliations. Nombre d'orientations vers les services sociaux afin de favoriser l'ouverture de droits. Profils des personnes sollicitant une domiciliation.	<u>Valeurs visées :</u> Pérenniser l'activité de domiciliation sur l'Extrême-Sud. Prendre en compte les nouvelles dispositions réglementaires (entretien social obligatoire, transmission d'un rapport d'activité détaillé, etc.). Disposer d'une analyse objective de la situation des personnes domiciliées en vue de faire évoluer les pratiques de prise en charge.
<u>Modalités de soutien de l'Etat :</u> Soutien financier du FAPI et participation à l'évaluation de l'action dans le cadre du pilotage	

du schéma départemental de la domiciliation administrative.

Favoriser l'accompagnement des bénéficiaires du RSA et des demandeurs d'emploi souffrant de troubles psychiques Action réalisée en 2A	
<u>Objectifs :</u> Assurer un accompagnement des bénéficiaires du RSA et des demandeurs d'emploi souffrant de troubles psychiques et/ou physiques et/ou en situation de dépendance	<u>Etat des lieux/constats :</u> Dégradation de l'état psychique des personnes en situation de pauvreté. Nécessité d'orienter les bénéficiaires du RSA ou les demandeurs d'emploi souffrant de troubles psychiques vers un service d'accompagnement adapté.
<u>Moyens/Partenaires mobilisés :</u> Association ISATIS via le programme départemental d'insertion (PDI). Etat (DDCSPP, ARS, DIRECCTE). Collectivité de Corse. A Murza (CAP emploi).	<u>Financements :</u> Moyens territoriaux du programme départemental d'insertion (2 lots pour couvrir l'ensemble du territoire 2a). Prévisionnel 2018 = 169 500 € Participation financière du FAPI.
<u>Indicateurs :</u> Nombre de personnes orientées vers l'action ; Types d'accompagnement réalisés (vers le soin, accès aux droits, accès au logement, démarche professionnelle).	<u>Valeurs visées :</u> Optimiser l'accompagnement du public visé grâce au recours à une association spécialisée dans la prise en charge des personnes en souffrance psychique. Développer des outils et une offre d'accompagnement vers l'insertion professionnelle adaptés.
<u>Modalités de soutien de l'Etat :</u> Participation financière du FAPI. L'Etat (DDCSPP et ARS) participe à la prise en charge des personnes bénéficiaires du RSA et des demandeurs d'emploi souffrant de troubles psychiques en finançant le dispositif « un chez-soi d'abord – una casa prima » porté par l'association ISATIS. Appel à projets en 2017 pour la création d'une ou plusieurs entreprises adaptées en Corse-du-Sud financées par l'Etat (DIRECCTE). Actions financées par l'Etat (DIRECCTE) pour accompagner de manière renforcée vers l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés, ou en démarche de reconnaissance de	

leur qualité de travailleur handicapé, portées par l'association A Murza.

Renforcer les dispositifs favorisant l'apprentissage de la langue française des populations immigrées et mieux coordonner l'action des différents acteurs	
Action réalisée en 2A	
<u>Objectifs :</u> Permettre l'insertion sociale et/ou professionnelle des populations immigrées, en renforçant les dispositifs d'apprentissage de la langue française et en favorisant une meilleure coordination.	<u>Etat des lieux/constats :</u> Un part de la population immigrée ne maîtrise pas les bases de la communication en langue française, ce qui constitue un frein à leur insertion sociale et professionnelle.
<u>Moyens/Partenaires mobilisés :</u> GRETA Collectivité de Corse Etat (DRJSCS, DDCSPP, éducation nationale)	<u>Financements :</u> Moyens territoriaux du PDI (2 lots pour couvrir l'ensemble du territoire 2a). Prévisionnel PDI 2018= 280 800€ Participation financière du FAPI. Moyens de l'Etat pour le fonctionnement des ateliers sociolinguistiques du GRETA.
<u>Indicateurs :</u> Nombre de participants ; Nombre de personnes accédant au niveau DELF ; Elaboration du schéma d'intégration des personnes immigrées.	<u>Valeurs visées :</u> Apprentissage de la langue française dans ses volets vie pratique, vie publique et vie professionnelle en vue d'un accès à l'autonomie.
<u>Modalités de soutien de l'Etat :</u> Participation financière du FAPI. L'Etat concoure également financièrement à la mise en œuvre des ateliers de savoir linguistique portés par le Greta. L'Etat pilote par ailleurs l'élaboration du schéma d'intégration des personnes immigrées.	

<p align="center">Corse Mobilité Solidaire - Atellu Mobilità Action réalisée en 2B</p>	
<p><u>Objectifs :</u></p> <p>Dédié à la mécanique automobile, cet ACI vise à apporter une réponse concrète en termes de mobilité et d'accès à l'emploi. Grâce à un garage social et solidaire, des personnes en situation de fragilité économique pourront apprendre et effectuer, de manière encadrée, des petites réparations ou une activité de nettoyage afin de remettre en état leurs véhicules. Agir sur l'insertion, la formation, la socialisation, la dynamisation : modules de formation à thèmes, apprentissages théorique et pratique, faire soi-même... Permettre au bénéficiaire d'apprendre et de réparer son véhicule en toute sécurité et à faible coût : Réduction « Sociale » auprès des fournisseurs qui ont passé un accord avec le service, coût de main d'œuvre réduit par l'action de groupe et la participation du bénéficiaire, possibilité d'achat de pièces détachées d'occasion. Agir sur la Prévention, la Sécurité, l'Environnement : diagnostic complet des voitures (souvent en très mauvais état, pollution, danger) Développer et entretenir une dynamique et un partenariat actif sur le champ de la mécanique : mise en place d'un « collectif d'Animation Citoyenne », chargé de gérer les activités sociales du garage (soirées débats, rallyes, animations,...).</p>	<p><u>Etat des lieux/constats :</u></p> <p>Garage social et solidaire œuvrant sur le champ de la mobilité durable à partir d'une activité principale d'atelier mécanique : diagnostic mécanique, autoréparation, réparation classique (sur site ou à domicile), location et vente de véhicules (automobile, 2 roues, utilitaires,...) aux publics de l'économie sociale et solidaire. Le concept de ce garage solidaire, social et innovant : il associe le « Apprendre », le « Faire » d'une part, et le « Economique » d'autre part. L'attellu mubilità prévoit de développer des nouveaux services permettant d'agir durablement pour l'aide à la mobilité sur le territoire de Balagne.</p>
<p><u>Moyens/Partenaires mobilisés :</u></p> <p>Corse Mobilité Solidaire Mission locale rurale, Cap Emploi, CCAS de Calvi, ID Formation, etc. Pôle Emploi, DIRECCTE, CAF</p>	<p><u>Financements :</u></p> <p>Participation financière du FAPI Collectivité de Corse ; DIRECCTE ; communauté de communes de Calvi-Balagne ; ADEME</p>
<p><u>Indicateurs :</u></p> <p>L'A.C.I. produira en fin d'exercice un bilan final de l'activité. Il devra aussi remplir une grille d'indicateurs concernant les emplois en insertion par le biais du progiciel de gestion de l'Agence de Services et de Paiements (A.S.P.). Une édition de ce logiciel sera</p>	<p><u>Valeurs visées :</u></p>

<p>annexée au rapport d'évaluation de la Collectivité de Corse.</p> <p>L'évaluation de l'action sera effectuée en fin d'exercice par la Collectivité de Corse sur la base des statistiques de fréquentation, d'insertion professionnelle, ainsi que des résultats comptables de l'association. Un rapport d'évaluation spécifique sera produit par la Collectivité de Corse.</p>	
<p><u>Modalités de soutien de l'Etat :</u></p> <p>Participation financière du FAPI ; DIRECCTE</p>	

<p align="center">Corse Mobilité Solidaire - Atellu EcoCreazione</p> <p align="center">Action réalisée en 2B</p>	
<p><u>Objectifs :</u></p> <p>En plus des objectifs en matière d'insertion dans l'emploi des travailleurs qui en sont éloignés, cet A.C.I vise à permettre la collecte, le tri, et le réemploi d'objets destinés à être jetés</p>	<p><u>Etat des lieux/constats :</u></p> <p>Il s'agit d'un Atelier et Chantier d'Insertion (A.C.I) au modèle innovant et créatif, dédié au réemploi et au recyclage des déchets issus principalement du garage solidaire. Le principe est de collecter les objets destinés à l'élimination, les remettre en état, les valoriser, puis les vendre en boutique solidaire et par la suite, en ligne, avec le projet de boutique « Créa-récup » en cours de réalisation.</p> <p>Cet ACI existe depuis le 4^{ième} trimestre 2016 et pour l'instant un salarié en insertion BrSa a été recruté. Il bénéficie des mêmes formations internes que les salariés du garage solidaire. Des recrutements et des actions sont en cours.</p>
<p><u>Moyens/Partenaires mobilisés :</u></p> <p>Corse Mobilité Solidaire Mission locale rurale, Cap Emploi, CCAS de Calvi, ID Formation, etc. Pôle Emploi, DIRECCTE, CAF</p>	<p><u>Financements :</u></p> <p>Participation financière du FAPI Collectivité de Corse ; DIRECCTE ; communauté de communes de Calvi-Balagne ; ADEME</p>
<p><u>Indicateurs :</u></p> <p>L'A.C.I. produira en fin d'exercice un bilan final de l'activité. Il devra aussi remplir une grille d'indicateurs concernant les emplois en insertion par le biais du progiciel de gestion de l'Agence de Services et de Paiements (A.S.P.). Une édition de ce logiciel sera</p>	<p><u>Valeurs visées :</u></p>

<p>annexée au rapport d'évaluation de la Collectivité de Corse.</p> <p>L'évaluation de l'action sera effectuée en fin d'exercice par la Collectivité de Corse sur la base des statistiques de fréquentation, d'insertion professionnelle, ainsi que des résultats comptables de l'association. Un rapport d'évaluation spécifique sera produit par la Collectivité de Corse.</p>	
<p><u>Modalités de soutien de l'Etat :</u></p> <p>Participation financière du FAPI ; DIRECCTE</p>	

<p align="center">Appartement pédagogique Action réalisée en 2B</p>	
<p><u>Objectifs :</u></p> <p>Le projet s'inscrit dans une philosophie sociale de développement durable. Il vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faciliter l'accès au logement par une représentation explicative des dispositifs et démarches existants - aider au maintien dans le logement dans des conditions de bien-être par l'acquisition d'un savoir-habiter. <p>Outil ludique à utiliser dans une dynamique locale et partenariale (associations, travailleurs sociaux, agences et services publics concernés par le logement, bailleurs sociaux et privés) et mobilisant les habitants déjà porteurs de savoir-faire</p>	<p><u>Etat des lieux/constats :</u></p>
<p><u>Moyens/Partenaires mobilisés :</u></p> <p>ALIS Associations, personnels sociaux</p>	<p><u>Financements :</u></p> <p>Participation financière du FAPI</p>
<p><u>Indicateurs :</u></p> <p>L'évaluation de l'action sera effectuée en fin d'exercice sur la base d'un rapport détaillé qui sera fourni par ALIS et qui comportera des indicateurs chiffrés relatifs notamment au public reçu.</p>	<p><u>Valeurs visées :</u></p>

Modalités de soutien de l'Etat :

Participation financière du FAPI

2.4. Financement

2.4.1 Maintien des dépenses territoriales en matière d'insertion

La Collectivité de Corse s'engage pour toute la durée de la convention, à inscrire annuellement des crédits au titre des dépenses d'insertion au moins égaux à 95% des crédits inscrits l'année précédente. La nature des dépenses prises en compte est précisée en annexe 2 (Décret n° 2017-202 du 17 février 2017 relatif au fonds d'appui aux politiques d'insertion).

2.4.2 Versement des fonds par l'Etat

En application de l'article 89 II. de la loi de finances initiale pour 2017, l'Etat apporte son soutien financier à la Collectivité de Corse dans le cadre du fonds d'appui aux politiques d'insertion, pour la réalisation des actions décrites à l'article 2.

L'Agence de services et de paiements verse la dotation due à la Collectivité de Corse, au regard de la convention entre les préfets des départements et le président du conseil exécutif signée au plus tard le 30 avril de chaque année, de la fiche contact jointe en annexe 6 de la présente convention et dûment complétée et des avenants modificatifs à la présente convention.

Au titre de l'année 2018, ce soutien s'élève à un montant prévisionnel de 164 690€. Le montant définitif au titre de l'année 2018 sera fixé par avenant à la présente convention. Pour les années suivantes, ce montant sera défini par avenant à la présente convention qui précisera également la répartition de ces crédits par département.

L'Agence de services et de paiements notifie préalablement au versement les moyens financiers définitifs alloués à la Collectivité de Corse, conformément à la décision prise par le conseil de gestion du fonds, au regard du nombre de départements signataires d'une convention d'appui aux politiques d'insertion.

L'Agence de services et de paiements verse à la Collectivité de Corse la dotation chaque année au plus tard le 31 juillet de l'exercice au titre de laquelle elle est due.

2.5 Suivi et évaluation de la convention

Le suivi et l'évaluation de l'exécution de la présente convention sont effectués de façon conjointe par la Collectivité de Corse et l'Etat sur une base annuelle.

Dans cette perspective, des indicateurs de suivi sont définis de façon concertée pour chaque action.

Le suivi de la convention est assuré dans le cadre du Pacte Territorial pour l'Insertion, associant l'Etat, les acteurs locaux de l'insertion, et des représentants des personnes en situation d'exclusion.

La Collectivité de Corse est en charge de la préparation d'un rapport d'exécution de la convention d'appui aux politiques d'insertion. Ce rapport contient également un bilan global

synthétisant l'ensemble des actions d'insertion conduites par la Collectivité de Corse et ses partenaires sur le territoire.

Ce rapport fait l'objet d'une délibération de l'Assemblée de Corse en vue d'une transmission au préfet au plus tard le 31 mars de l'exercice suivant la réalisation des actions.

Les membres du Pacte Territorial pour l'Insertion sont destinataires du rapport ci-dessus mentionné.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION ET RENOUVELLEMENT

La présente convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de 2 ans (2018-2019). Elle est librement renouvelable par accord entre les parties.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA DOTATION

La dotation fera l'objet d'un versement annuel du fonds d'appui aux politiques d'insertion. La contribution financière sera créditée sur le compte de la Collectivité de Corse.

Les versements seront effectués sur le compte :

Dénomination sociale
(Titulaire du compte) COLLECTIVITE DE CORSE

Etablissement bancaire : PAIERIE REGIONALE DE CORSE

IBAN : FR73 3000 1001 09C2 0000 0000 078
BIC : BDFEFRPPCCT

L'ordonnateur de la dépense est le président du conseil de gestion du fonds d'appui aux politiques d'insertion.

Les contributions financières du fonds d'appui aux politiques d'insertion sont versées sous réserve de la disponibilité des crédits.

ARTICLE 5 – MODALITES DE REVERSEMENT DES CREDITS

Conformément à la loi de finances initiale pour 2017, le versement opéré chaque année pourra faire l'objet d'un reversement au budget général de l'Etat l'année suivante si les Préfets constatent que les objectifs prévus dans le cadre de la présente convention ne sont pas atteints.

Ce reversement sera demandé dans deux cas :

- En cas de manquement à l'article 2.4.1 de la présente convention, les préfets demanderont le remboursement intégral des crédits versés l'année précédente ;
- Lorsque les préfets des départements constatent des manquements substantiels aux engagements de progrès de la Collectivité de Corse mentionnés aux articles 2.2.1 et 2.2.2 de la présente convention, il peut également demander le reversement d'un maximum 20% des crédits versés l'année précédente. Il s'appuie sur le rapport d'exécution mentionné à l'article 2.5 de la présente convention pour décider du montant du reversement.

En cas de reversement, les Préfets de département en informent le Président du conseil exécutif par lettre recommandée avec accusé de réception. Le Président du conseil exécutif

dispose d'un délai d'un mois pour y répondre. A l'issue de ce délai, les Préfets de département émettent un titre de reversement, pour paiement au plus tard 6 mois après son émission.

ARTICLE 6 – DENONCIATION DE LA CONVENTION

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

La dénonciation de la convention ne peut emporter d'effet qu'à compter de l'année suivant cette dénonciation, chaque partie demeurant tenue aux droits et obligations résultant de l'article 2 afférents à l'année en cours.

ARTICLE 7 - LITIGE

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Bastia.

Tribunal Administratif de Bastia
Villa Montépiano
20 407 Bastia cedex

Le Préfet de Corse du Sud,

Le Préfet de Haute-Corse,

Le Président du Conseil Exécutif de Corse,

Annexe 1 – Article 89 II. de la loi de finances initiale pour 2017

II. – A. – Il est institué un fonds d'appui aux politiques d'insertion au bénéfice des départements.

Ce fonds est géré, pour le compte de l'État, par l'Agence de services et de paiement et administré par un conseil de gestion dont la composition, les modalités de désignation des membres et les modalités de fonctionnement sont fixées par décret.

Les crédits du fonds sont attribués chaque année aux départements dont le président du conseil départemental a conclu avec le représentant de l'État dans le département une convention en application de l'article L. 263-2-1 du code de l'action sociale et des familles. Le fonds prend également en charge les frais de gestion et de fonctionnement exposés par l'Agence de services et de paiement.

B. – Ce fonds est doté au titre de 2017 de 50 millions d'euros prélevés à titre exceptionnel sur les ressources de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie retracées au sein de la section mentionnée au V de l'article L. 14-10-5 du code de l'action sociale et des familles. Le recouvrement, le contentieux, les garanties et les sanctions relatifs à ce prélèvement sont régis par les règles applicables en matière de taxe sur les salaires.

Le fonds comporte une première section d'un montant égal à 10 % du montant mentionné au premier alinéa du présent B et une seconde section d'un montant égal à 90 % du même montant.

1. La dotation de la première section est répartie entre les quinze départements signataires d'une convention mentionnée à l'article L. 263-2-1 du code de l'action sociale et des familles dont le rapport entre les dépenses d'allocation mentionnées aux articles L. 232-1, L. 245-1 et L. 262-2 du même code et les dépenses de fonctionnement est le plus élevé, au prorata du rapport, constaté l'année qui précède l'année au titre de laquelle le versement est opéré, entre le montant de dépenses d'allocation au titre du revenu de solidarité active mentionné à l'article L. 262-1 dudit code dans le département et le montant de dépenses d'allocation au titre du revenu de solidarité active de l'ensemble des départements signataires d'une convention mentionnée à l'article L. 263-2-1 du même code et remplissant ce critère.

2. La dotation de la seconde section est répartie entre les départements au prorata du rapport, constaté l'année qui précède l'année au titre de laquelle le versement est opéré, entre le montant de dépenses d'allocation au titre du revenu de solidarité active mentionné à l'article L. 262-1 du code de l'action sociale et des familles dans le département et le montant de dépenses d'allocation au titre du revenu de solidarité active de l'ensemble des départements signataires d'une convention mentionnée à l'article L. 263-2-1 du même code.

C. – Les versements opérés chaque année font l'objet d'un reversement au budget général de l'État si le représentant de l'État dans le département constate, dans des conditions précisées par décret, que les objectifs prévus dans la convention conclue en application du même article L. 263-2-1 ne sont pas atteints au titre de cette année. Le montant du reversement fait l'objet d'un titre de perception émis par le représentant de l'État dans le département après le 31 mars de l'année suivant l'année considérée, pour paiement au plus tard six mois après son émission.

Pour que les objectifs prévus soient considérés comme atteints, le département doit notamment inscrire, chaque année d'application de la convention, des crédits au titre des dépenses d'insertion pour le financement des actions de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale, professionnelle et de développement social au moins égaux à une part des crédits

correspondants de l'année précédente. Cette part, ainsi que la nature des dépenses prises en compte, sont définies par décret.

Annexe 2 – Décret relatif au fonds d'appui aux politiques d'insertion
--

Le 20 février 2017

JORF n°0043 du 19 février 2017
Texte n°9

Décret n° 2017-202 du 17 février 2017 relatif au fonds d'appui aux politiques d'insertion

NOR: AFSA1636916D

ELI:<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/2/17/AFSA1636916D/jo/texte>
Alias: <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decret/2017/2/17/2017-202/jo/texte>

Publics concernés : conseils départementaux ; Agence de services de de paiement.

Objet : mise en œuvre du fonds d'appui aux politiques d'insertion.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice explicative : le fonds d'appui aux politiques d'insertion bénéficie aux départements qui signent avec l'Etat une convention d'appui aux politiques d'insertion.

Le présent décret fixe les modalités de fonctionnement du conseil de gestion chargé d'administrer le fonds. Il précise les modalités de répartition du fonds au regard des critères fixés par la loi. Il détermine le contenu des conventions d'appui aux politiques d'insertion, leurs conditions d'élaboration et de renouvellement ainsi que les modalités de leur suivi.

Références : le décret est pris pour l'application de l'article 89 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017. Le présent décret ainsi que les dispositions du code de l'action sociale et des familles qu'il modifie peuvent être consultés sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre des affaires sociales et de la santé,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article L. 263-2-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 3611-3, L. 5217-2 et L. 5218-1 ;

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 5132-3-1, L. 5132-5 et L. 5134-19-4 ;

Vu la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, notamment son article 89 ;

Vu l'avis du Conseil national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle en date du 3 janvier 2017 ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 12 janvier 2017,

Décète :

Article 1

I. - Le conseil de gestion chargé d'administrer le fonds d'appui aux politiques d'insertion et défini au II de l'article 89 de la loi du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 susvisée est composé de cinq membres :

1° Deux représentants nommés par arrêté du ministre chargé la lutte contre l'exclusion, dont le président du conseil ;

2° Un représentant nommé par arrêté du ministre chargé des finances ;

3° Un représentant nommé par arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales ;

4° Un représentant nommé par le président de l'Assemblée des départements de France.

II. - Le conseil de gestion se réunit au moins une fois par an à l'initiative de son président.

Un membre absent peut donner un mandat à un autre membre de le représenter au conseil. Un membre ne peut pas détenir plus d'un mandat. Le conseil prend ses décisions à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

III. - Chaque année, sur proposition du président, le conseil de gestion adopte :

1° Le budget du fonds pour l'exercice à venir ;

2° Le bilan, le compte de résultat et le rapport d'activité concernant l'exercice écoulé.

Le conseil de gestion peut être saisi de toute question relative à la gestion et au financement des crédits du fonds d'appui aux politiques d'insertion.

Article 2

L'Agence de services et de paiement assure la gestion administrative, comptable et financière du fonds d'appui aux politiques d'insertion dans les conditions fixées par une convention signée entre le président du conseil de gestion prévu à l'article 1er du présent décret et le directeur de l'Agence de services et de paiement, approuvée par le conseil de gestion.

Article 3

Pour la détermination des quinze départements bénéficiaires de la dotation de la première section du fonds d'appui aux politiques d'insertion mentionnée au 1 du B du II de l'article 89 de la loi du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 susvisée, sont prises en compte les dépenses d'allocation mentionnées aux articles L. 232-1, L. 245-1 et L. 262-1 du code de l'action sociale et des familles l'année précédant celle au titre de laquelle les crédits du fonds d'appui aux politiques d'insertion sont versés, après déduction du montant des mandats d'annulation relatifs à ces dépenses au titre de l'exercice concerné.

Ces dépenses sont celles constatées dans les balances comptables des conseils départementaux transmises à la direction générale des finances publiques.

Article 4

La répartition de la dotation entre départements bénéficiaires de chaque section du fonds d'appui aux politiques d'insertion mentionnées aux 1 et 2 du B du II de l'article 89 de la loi du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 susvisée est prise en tenant compte des dépenses d'allocation au titre du revenu de solidarité active mentionné à l'article L. 262-1 du code de l'action sociale et des familles l'année précédant celle au titre de laquelle les crédits du fonds d'appui aux politiques d'insertion sont versés, après déduction du montant des mandats d'annulation relatifs à ces dépenses au titre de l'exercice concerné.

Ces dépenses sont celles constatées dans les balances comptables des conseils départementaux transmises à la direction générale des finances publiques.

Article 5

Le bénéfice de la dotation versée au titre de la première section du fonds d'appui aux politiques d'insertion ne fait pas obstacle au bénéfice de la dotation versée au titre de la deuxième section du fonds.

Article 6

Pour l'application du dernier alinéa du II de l'article 89 de la loi du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 susvisée, sont considérées comme des dépenses d'insertion pour le financement des actions de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale et professionnelle et de développement social les dépenses correspondant aux postes comptables dont la liste est précisée par arrêté des ministres chargés de la lutte contre l'exclusion et des finances et relatifs :

1° A l'accompagnement social et socio-professionnel des personnes éloignées de l'emploi, et notamment des bénéficiaires du revenu de solidarité active ;

2° A certaines dépenses d'action sociale des départements ;

3° A financement des contrats aidés mentionnés aux articles L. 5132-5, L. 5132-11-1, L. 5132-15-1, L. 5134-20, L. 5134-65 et L. 5134-112 du code du travail et au financement des structures d'insertion par l'activité économique conformément à l'article L. 5132-2 du même code, résultant de la signature des conventions annuelles d'objectifs et de moyens prévues aux article L. 5132-3-1 et L. 5134-19-4 de ce code ;

4° Au financement du fonds d'aide aux jeunes et du fonds de solidarité logement par les départements ;

5° Aux dépenses de personnel des départements afférentes aux actions mentionnées au présent article ;

6° Aux autres dépenses ayant pour finalité la lutte contre la pauvreté, l'insertion sociale et professionnelle et le développement social.

Les dépenses d'allocation mentionnées aux articles L. 232-1, L. 245-1 et L. 262-1 du code de l'action sociale et des familles ne sont pas prises en compte.

Article 7

Au sein du chapitre III, intitulé « Actions d'insertion », du titre VI du livre II du code de l'action sociale et des familles, il est rétabli une section 1 ainsi rédigée :

« Section 1

« Organisation départementale du dispositif d'insertion

« Art. D. 263-1. - Le bénéfice du fonds d'appui aux politiques d'insertion est ouvert aux départements signataires de la convention d'appui aux politiques d'insertion définie à l'article L. 263-2-1 du présent code. Cette convention est signée par le président du conseil départemental et le préfet de département, pour une durée de trois ans renouvelables. Elle détermine les priorités en matière d'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté au regard des besoins identifiés localement. La convention est conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de la lutte contre l'exclusion.

« Cette convention détermine :

« 1° Un socle commun d'objectifs sur lequel s'engage le département et comprenant les actions d'insertion mentionnées aux articles L. 262-27, L. 262-29, L. 262-30, L. 262-36, L. 262-39 et L. 263-2 du présent code ainsi qu'aux articles L. 5132-3-1 et L. 5134-19-4 du code du travail, ainsi qu'au moins deux actions visant à renforcer les coopérations entre l'ensemble des acteurs mobilisés en faveur de l'insertion sociale et professionnelle sur le territoire départemental. Pour l'ensemble de ces actions, des engagements de progrès sont définis chaque année sur proposition du département et font l'objet d'un descriptif synthétique incluant des indicateurs de suivi ou d'évaluation définis de façon concertée ;

« 2° Au moins quatre actions supplémentaires, correspondant à des projets nouveaux ou au renforcement d'actions existantes sur le territoire. Au moins deux de ces actions répondent à des priorités nationales en matière d'insertion et au moins deux à des priorités d'insertion territoriales définies à partir de l'analyse des besoins locaux réalisée dans le cadre du pacte territorial pour l'insertion mentionné à l'article L. 263-2. Le descriptif synthétique de ces actions supplémentaires, incluant des indicateurs de suivi ou d'évaluation définis de façon concertée, est annexé à la convention.

« En contrepartie, l'Etat s'engage dans la convention à verser les crédits du fonds d'appui aux politiques d'insertion selon les modalités définies au II de l'article 89 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017.

« Des avenants à la convention initiale sont signés chaque année avant le 30 avril entre le préfet et le président du conseil départemental sur la base du rapport d'exécution de la convention, afin d'actualiser l'ensemble des actions mentionnées aux 1° et 2° du présent article.

« Art. D. 263-2. - Chaque département dont le président souhaite bénéficier des crédits du fonds d'appui mentionné à l'article L. 263-2-1 indique au plus tard le 1er mars par courrier ou par voie électronique au préfet de département son intention de signer une convention. Le préfet de département en informe sans délai le ministre chargé de la lutte contre l'exclusion et le ministre chargé des collectivités territoriales.

« Chaque année, au plus tard le 15 mars, l'Agence de services et de paiement informe le préfet de département et le président du conseil départemental ayant manifesté son intention de signer une convention, ou l'ayant déjà signée, des moyens financiers annuels prévisionnels alloués à ce titre.

« Pour ouvrir droit au versement des crédits du fonds d'appui aux politiques d'insertion, la convention mentionnée à l'article L. 263-2-1 du présent code est signée au plus tard le 30 avril. Toute convention signée après le 30 avril ne pourra donner lieu à versement au titre de l'année en cours.

« Chaque année, le préfet de département informe le ministre chargé de la lutte contre l'exclusion, le ministre chargé des collectivités territoriales et l'Agence de services et de paiement de la signature d'une convention d'appui aux politiques d'insertion dans son département ou de la poursuite de la convention en cours au plus tard quinze jours après la signature.

« L'Agence de services et de paiement notifie aux préfets de département et aux présidents des conseils départementaux les moyens financiers définitifs alloués au département au titre de la convention au regard du nombre de départements signataires de la convention. Ces moyens financiers font l'objet d'un avenant à la convention.

« Chaque année, l'Agence de services et de paiement verse au département les crédits dus au titre du fonds d'appui aux politiques d'insertion au plus tard le 31 juillet de l'exercice au titre duquel ils sont dus.

« Art. D. 263-3. - Le rapport sur l'exécution de la convention d'appui aux politiques d'insertion mentionné au troisième alinéa de l'article L. 263-2-1 comprend également un bilan global de l'ensemble des actions d'insertion conduites par le département et ses partenaires sur le territoire.

« Sur la base de ce rapport, le préfet de département et le président du conseil départemental assurent un suivi annuel de l'exécution de la convention d'appui aux politiques d'insertion, en associant les acteurs locaux de l'insertion et les représentants des personnes en situation d'exclusion.

« Les membres du pacte territorial pour l'insertion mentionné à l'article L. 263-2 sont destinataires du rapport.

« Art. D. 263-4. - Les crédits versés chaque année au département au titre de la convention peuvent faire l'objet d'un reversement l'année suivante selon les modalités prévues au présent article.

« A compter de la seconde année de la convention, lorsque le préfet de département constate que le montant des crédits départementaux inscrits au budget départemental pour l'exercice budgétaire en cours au titre des dépenses d'insertion mentionnées à l'article 6 du présent décret, diminués du montant de la dotation annuelle du fonds d'appui aux politiques d'insertion de l'exercice en cours, est inférieur à 95 % du montant des crédits de l'année précédente au titre de ces mêmes dépenses, diminués le cas échéant de la dotation du fonds d'appui aux politiques d'insertion de l'exercice précédent, il demande au président du conseil départemental le remboursement intégral de la dotation versée l'année précédente.

« Le reversement d'une fraction du montant de la dotation peut également être demandé par le préfet de département lorsqu'il constate des manquements substantiels aux engagements de progrès pris par le président du conseil départemental dans le cadre de la convention au titre de l'année écoulée. La fraction faisant l'objet du reversement est déterminée à raison de

l'importance des manquements constatés à partir du rapport mentionné au troisième alinéa de l'article L. 263-2-1 du présent code, sans pouvoir excéder 20 %. »

Article 8

Lorsque les compétences de mise en œuvre des politiques d'insertion sont transférées à la métropole en application du IV de l'article L. 5217-2 du code général des collectivités territoriales, la convention d'appui aux politiques d'insertion mentionnée à l'article L. 263-2-1 du code de l'action sociale et des familles se réfère aux termes de la convention passée entre le département et la métropole.

Article 9

Le ministre de l'économie et des finances, la ministre des affaires sociales et de la santé, la ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales, le ministre de l'intérieur, le secrétaire d'Etat chargé du budget et des comptes publics et la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 17 février 2017.

Bernard Cazeneuve
Par le Premier ministre :

La ministre des affaires sociales et de la santé,
Marisol Touraine

Le ministre de l'économie et des finances,
Michel Sapin

La ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social,
Myriam El Khomri

Le ministre de l'aménagement du territoire, de la ruralité et des collectivités territoriales,
Jean-Michel Baylet

Le ministre de l'intérieur,
Bruno Le Roux

Le secrétaire d'Etat chargé du budget et des comptes publics,
Christian Eckert

La secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion,
Ségolène Neuville

Annexe 3 – Diagnostic des besoins sociaux et des actions mises en œuvre sur le territoire départemental en matière d’insertion

Diagnostic des besoins sociaux du département :

Au sein de la région, les disparités départementales en termes de pauvreté ou de niveau de vie sont assez importantes.

Afin d’établir le PDALHPD 2016- 2022, un diagnostic à 360° a été effectué sur le département de la Haute-Corse.

Par ailleurs, l’I.N.S.E.E. a publié en juillet 2016 les indicateurs du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l’inclusion sociale en Corse.

Il en ressort de ces études qu’en Haute-Corse, près d’un habitant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté, et que ce dernier est supérieur de 4,6 points à celui de Corse-du-Sud pour se situer au 2ème rang des départements les plus pauvres de France. C’est également le Département qui enregistre l’écart le plus important entre les revenus les plus faibles et les plus élevés (3.9).

Les 10% des plus pauvres ont un niveau de vie inférieur à 710 euros par mois, soit 19% de moins qu’au niveau national. Les disparités en termes de pauvreté monétaire sont également importantes entre les bassins de vie avec les taux de pauvreté les plus élevés dans les bassins de vie les plus ruraux ce qui explique le niveau plus élevé de pauvreté du département (1/4 des personnes vivent sous le seuil de pauvreté).

Ainsi, la région est la 4ème pour le taux de chômage (10,9% en moyenne annuelle en 2015) et la seule où le taux de chômage des femmes est supérieur à celui des hommes (+2 points). Le Département de la Haute-Corse pointe au 16ème rang national avec 11.8%.

En 2014, pour 28,9 % des allocataires de Haute-Corse, les minima sociaux représentent plus des trois quarts des revenus (1,9 points de plus que la moyenne nationale).

On note une évolution notable du nombre d’allocataires du RSA depuis 2012 qui n’a cessé de croître. Sur les 8426 allocataires du RSA en Corse, 58 % des bénéficiaires vivent en Haute-Corse, ainsi que 55 % des bénéficiaires de la CMU-C.

Quel que soit le type de famille (monoparentale, personne isolée...) ou l’âge du référent fiscal, la pauvreté monétaire est toujours plus forte en Haute-Corse.

Cette étude à 360° met en exergue 6 catégories de publics prioritaires, connaissant les parcours les plus complexes et les moins fluides (Cf. pièce jointe page 18 à 24) :

- 1 – Ménages ayant du mal à se maintenir dans le logement ;
- 2- Ménages sortant d’hébergement ;
- 3 - Femmes victimes de violence ;
- 4 - Personnes sortant d’institutions psychiatriques et / ou présentant des troubles psychiques ;
- 5 – Jeunes notamment décohabitant sans solution de logement ou travailleurs précaires ;
- 6 – Personnes âgées en perte d’autonomie, notamment en milieu rural.

- Les publics défavorisés rencontrent des problèmes de logement (insuffisance de logements sociaux et cherté des loyers, très peu de structures d'hébergement) et de mobilité (poids des distances) qui rendent plus complexe l'inclusion sociale,
- L'absence de mobilité entraîne des difficultés pour l'accès aux soins et à la santé et constitue un frein dans l'accès aux droits,
- La dématérialisation accrue des procédures marginalise les personnes précarisées qui ne disposent pas d'accès à l'outil informatique.
- Les acteurs constatent un accroissement préoccupant du nombre de « travailleurs pauvres » un nombre élevé et croissant d'étudiants en situation de précarité ainsi qu'un isolement du public précaire.
- En Haute-Corse, ce sont dans les zones rurales que l'offre sociale et médicale est la plus faible.

Quelques pistes d'amélioration ont d'ores et déjà été proposées :

- Mise en réseau des acteurs par l'organisation de réunions en territoires pour un décroisement des politiques sociales et un partage d'informations,
- Mobilité géographique en milieu rural : des structures d'insertion oeuvrant dans ce domaine se sont développées sur le territoire de la Haute-Corse, et des travaux sont en cours entre elles pour le développement des partenariats et la mise en réseau,
- Renforcement des structures de regroupement d'acteurs et de mutualisation de moyens en milieu rural avec les Maisons de services au public et les Maisons médicales ...
- Accompagnement de la dématérialisation par la mise en place de points d'accès multimédias, dans les Maisons des services au public.
- Mobilisation des élus pour assurer l'émergence d'actions locales à travers leurs moyens de droit commun (tels que les CCAS).

Diagnostic des actions mises en œuvre en matière d'insertion:

En ce qui concerne les actions d'insertion prévues par la loi:

- Le Département apporte effectivement un accompagnement social et professionnel adapté aux besoins des bénéficiaires du rSa, ainsi qu'aux membres de leur foyer, en vertu de l'article L. 262-27 du code de l'action sociale et des familles, notamment grâce aux Unités Territorialisées (U.T.I.S.), mais aussi par le biais de conventionnements ou de partenariats avec des partenaires institutionnels (services d'actions sociales et C.C.A.S.) et associatifs (AIDE 2B).
- Il garantit au sens des articles L262-29 et L. 262-30 du code de l'action sociale et des familles une orientation correspondant à la situation des personnes (incluant si nécessaire une réorientation). Ces actions d'orientations se font sous la base de plateformes d'orientation, territorialisées, et validées par des instances pluridisciplinaires.

- Il veille à la signature de contrats d'engagements réciproques "librement débattus", en vertu de l'article L. 262-39 du code de l'action sociale et des familles.
- Les arrêtés fixant la composition des équipes pluridisciplinaires du rSa prévoient la participation de deux membres représentant des bénéficiaires du rSa.
- Lors de la signature et de la mise en œuvre du Schéma d'Organisation Sociale et Médico-Sociale du Département de la Haute-Corse (S.D.U.O.S.M.S.), le pacte territorial précédemment conclu, et ses objectifs, ont été inclus dans le schéma.
- Le Département conclut chaque année, de manière semestrielle, une convention d'objectifs et de moyens (C.A.O.M.) prévue à l'article L. 5134-19-4 du code du travail, prévoyant les aides départementales à l'insertion professionnelle et aux structures de l'insertion par l'activité économique attribuées au titre de l'embauche de bénéficiaires du rSa.

Par ailleurs, en collaboration avec les services de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (D.D.C.S.P.P.), un Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes défavorisées a été mis en place en 2016.

Les actions du PDALHPD 2016 - 2022 sont prioritairement ciblées sur les publics précités.

Un point sur l'avancée des actions a été établi en février 2017 (cf pièce jointe).

Les fiches actions jointes (cf pages 32 à 66 PDALHPD) décrivent les actions prioritaires à mener sur le département au titre du PDLHPD.

De même, le Département a d'ores et déjà mis en œuvre, au titre du renforcement de la coopération entre les acteurs, un certain nombre d'actions:

- Un document stratégique global en matière de politiques de solidarités départementales (S.D.U.O.S.M.S.) courant pour la période 201-2018.
- Un partenariat avec la Ville de Bastia favorisant l'articulation entre la politique de la ville et les politiques d'insertion lors de la rédaction et de la mise en œuvre du contrat de ville.
- Une convention d'accompagnement global avec Pôle Emploi dans le cadre du protocole national du 1er avril 2014.
- Des actions en faveur de l'inclusion des clauses d'insertion dans les marchés publics.
- La création en 2016 d'un service dédié à l'insertion professionnelle mobilisable par les acteurs de l'insertion du territoire sur des expertises, aussi bien que sur un soutien financier.
- Un dispositif d'évaluation du S.D.U.O.S.M.S. visant à mesurer les impacts des actions conduites sur le territoire de la Haute-Corse en matière sociale aussi bien qu'en matière d'insertion.
- Un soutien annuel et régulier à l'innovation sociale ouvert à tous les acteurs de la lutte contre la pauvreté et l'insertion, tant sur le plan financier par les aides accordées, que sur l'accompagnement de projet, en interne, mais aussi sous la forme de partenariat avec des

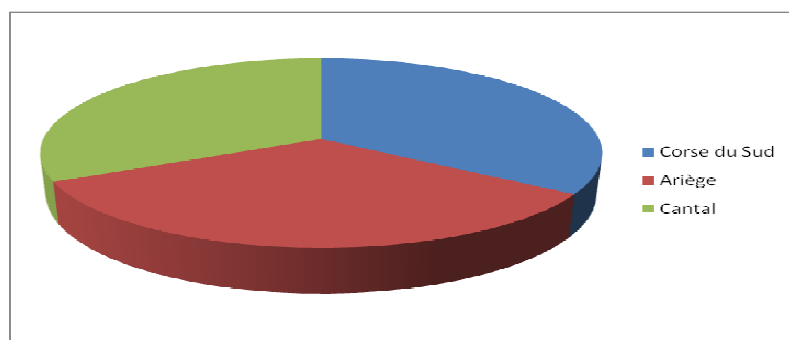
associations dédiées du secteur, que le Département soutient et dans lesquelles il est partie prenante (par exemple, le Dispositif Local d'Accompagnement, la Fabrique à Initiatives, et le dispositif ACCESS de l'association Corse Active).

Annexe 3 bis – Diagnostic des besoins sociaux et des actions mises en œuvre sur le territoire départemental 2a en matière d'insertion

Le présent diagnostic se fonde essentiellement sur les données Insee, "La Corse en Bref" édition 2016 et les données statistiques de la même source pour les autres départements.

Il s'appuie également sur le Pacte Territorial d'Insertion, le Programme Départemental d'Insertion de Corse du Sud, la convention annuelle d'objectifs et de moyens ainsi que sur le diagnostic territorial à 360°.

En termes de population, le département de la Corse-du-Sud (155 400 habitants) est proche des départements de l'Ariège (152 700 habitants) et du Cantal (145 800 habitants). A cet égard, les données de ces deux départements seront utilisées à titre de comparaison.



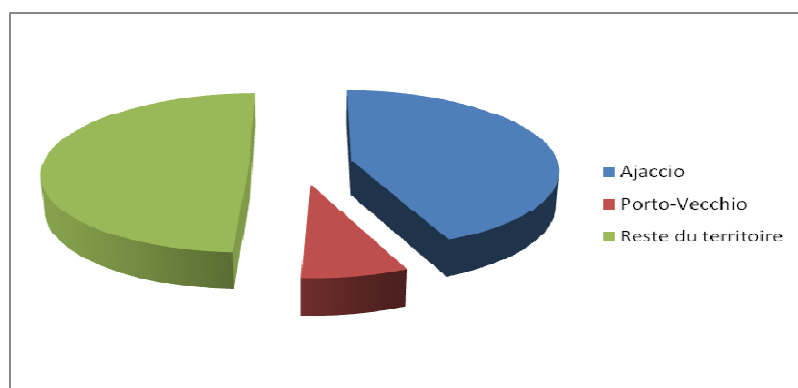
1.1 Analyse des dynamiques démographiques du département

Un territoire organisé autour de la ville d'Ajaccio (pôle central) et de la ville de Porto-Vecchio (pôle secondaire)

La population totale répartie sur l'ensemble du territoire est de 155 400 habitants au 1er janvier 2014 (145 846 habitants en 2011).

Le département de la Corse-du-Sud est un territoire essentiellement rural. Les deux agglomérations principales comptent :

- Pour Ajaccio: 67 507 habitants
- Pour Porto-Vecchio: 11 354 habitants
- Reste du territoire: 76 539 habitants (soit presque la population d'Ajaccio répartie sur l'ensemble du Département).



Un département qui connaît une hausse continue de sa population, notamment la part âgée de 60 ans et plus

Le département de la Corse-du-Sud se caractérise par son dynamisme démographique, la hausse de sa population étant continue depuis 1968. Selon les projections démographiques de l'Insee, cette augmentation devrait se prolonger dans les prochaines années avec un rythme de croissance d'environ + 0,5% par an d'ici à 2020.

A l'échelle infra-départementale, la croissance au sein de toutes les intercommunalités s'est effectuée principalement via un solde migratoire positif qui a accompagné ou comblé le solde naturel, parfois négatif.

La croissance démographique est marquée par une augmentation particulièrement importante de la population âgée de plus de 60 ans.

Cette classe d'âge connaît en effet chaque année une hausse de ses effectifs (en moyenne 2% par an), pérennisant ainsi les phénomènes de gérontocroissance et de vieillissement de la population déjà observés durant les années précédentes. Selon les prévisions de l'INSEE, cette augmentation de la part de la population âgée de plus de 60 ans devrait se poursuivre dans les années à venir.

1.2 Analyse des dynamiques sociales et économiques

Une forte pauvreté monétaire

La Corse détient le taux de pauvreté le plus élevé de France métropolitaine (20.2 % contre 14.5 % en France métropolitaine, chiffres 2013).

Le rapport de l'Insee de 2016 a tiré une véritable sonnette d'alarme : un habitant sur cinq vit en Corse sous le seuil de pauvreté et parmi eux, la moitié vit avec moins de 760 € par mois.

La région enregistre également l'un des plus bas revenu médian par unité de consommation de France.

A l'échelle du département de la Corse-du-Sud, les ménages les plus précaires se concentrent essentiellement au sein des deux pôles urbains d'Ajaccio et de Porto-Vecchio, territoires qui regroupent également les ménages dont les revenus sont les plus élevés.

Cependant, les territoires ruraux du nord et du centre du département concentrent également des habitants dont les revenus sont faibles comparativement aux centres urbains.

La pauvreté touche particulièrement les jeunes (près de 25 % des jeunes en Corse de moins de 18 ans vivent sous le seuil de pauvreté contre 21 % au niveau national), les familles monoparentales (26 % vivent sous le seuil de pauvreté) et les personnes âgées (près de 17 % des personnes âgées de plus de 75 ans vivent sous le seuil de pauvreté contre 9 % en France métropolitaine)⁴.

Un faible recours aux droits et prestations sociales

L'Etat des lieux posé par le Plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale du 21 janvier 2013 démontre qu'un nombre important de ménages ne recourent pas aux droits sociaux dont ils peuvent bénéficier, malgré des situations de grande fragilité.

⁴ INSEE, Corse en bref édition 2016 (chiffres 2013).

Au niveau national, il est notamment enregistré 35% de non recours au RSA socle, 68% de non recours au RSA activité et de 10 à 24 % de non-recours à la CMU-C.

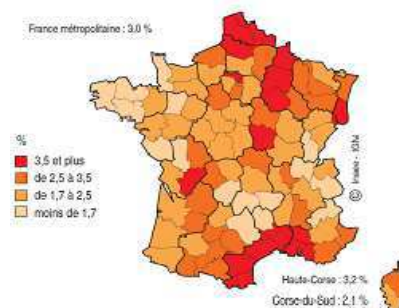
Ces données ne sont pas disponibles à l'échelle du département. Toutefois, en Corse-du-Sud, la problématique du non-recours est souvent évoquée dans le cadre des différents groupes de travail portant sur l'analyse de la situation sanitaire et sociale du département.

Comparativement aux indicateurs de précarité susmentionnés, le recours aux droits et prestations sociales apparaît en effet relativement faible. A titre d'exemple :

- le taux d'allocataire à l'aide personnalisée au logement est deux fois moins important qu'en France métropolitaine (en 2014, pour 1000 ménages, 56 contre 102) ;
- le taux d'allocataires aux allocations familiales est également moins important que la moyenne nationale (en 2014, pour 1000 ménages, 127 contre 172) ;
- le nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement est deux fois moins important qu'en France métropolitaine (chiffres 2013).
- les dispositifs d'aides aux complémentaires santé sont également moins sollicités qu'en France métropolitaine (Cf. schéma ci-dessous).

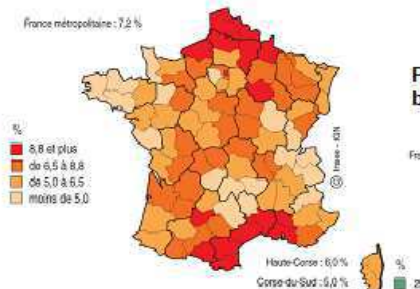
En 2015, le taux de personnes bénéficiaires de la CMU-C était de 5,5 % pour la moyenne corse contre 7,2 % pour la moyenne nationale et le taux de progression du nombre de bénéficiaires est inférieur de moitié (0,3 contre 0,6 %). C'est également le même constat pour la CMU, devenue PUMA, où le taux de recours est de 2,7 % contre 3 % au niveau national.

Part de la population bénéficiaire de la CMU en 2014

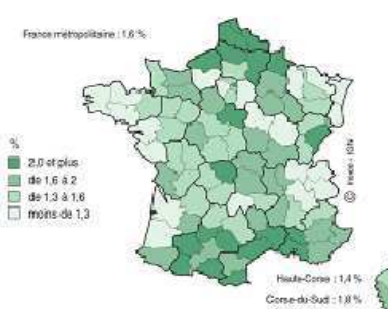


Sources : CNAF, RSI, CMA, Insee

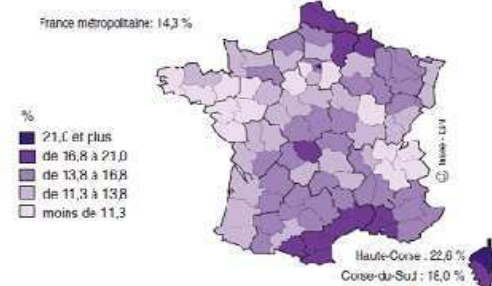
Part de la population bénéficiaire de la CMU -C en 2015



Part de la population bénéficiaire de l'ACS en 2014



Taux de pauvreté par département en 2012



Source : Insee-DGPP-CNAF-CMA-CMA, Fichier localisé social et fiscal

Le nombre de bénéficiaire du revenu solidarité active (RSA) est également relativement faible en Corse-du-Sud.

Nombre de demandeurs d'emploi et bénéficiaires du revenu de solidarité active (socle+activité) au 1er janvier 2014:

10 600 demandeurs d'emploi en Corse-du-Sud

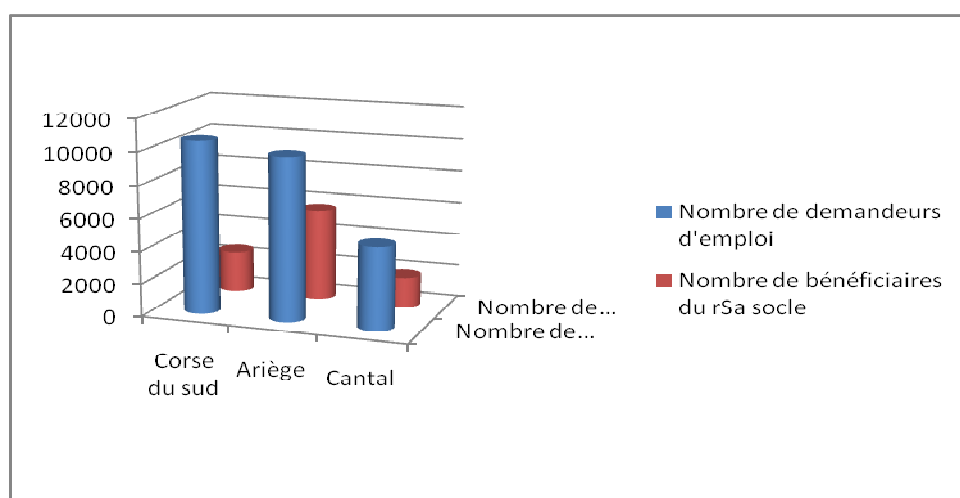
10 000 demandeurs d'emploi en Ariège

5 100 demandeurs d'emploi dans le Cantal

2 576 brSa en Corse du Sud

5 653 brSa en Ariège

1 891 dans le Cantal



Par comparaison avec les départements de l'Ariège et du Cantal, dont la population est équivalente, le nombre de bénéficiaires du RSA est manifestement moins important en Corse-du-Sud.

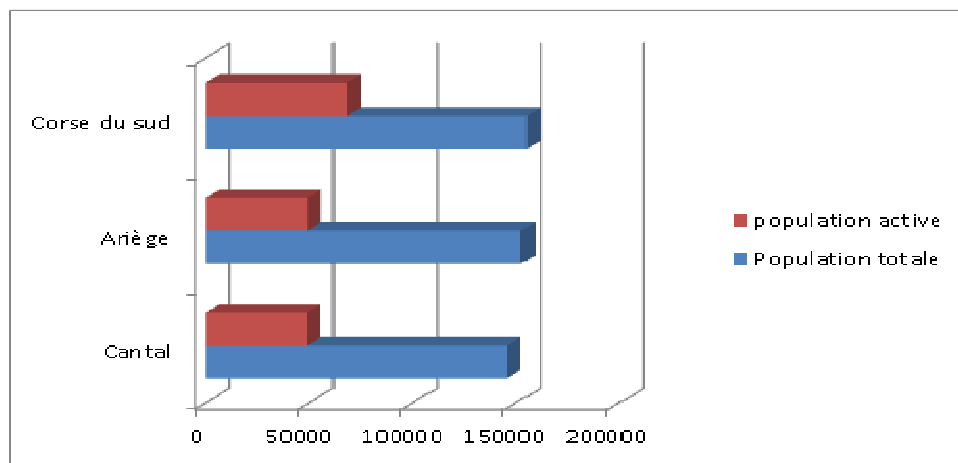
Cependant, cette donnée doit être relativisée au regard de la population active, qui est proportionnellement plus importante en Corse- du-Sud que dans les deux autres départements :

La population active (au 1er janvier 2014) /Population totale

68 513 personnes en Corse du Sud

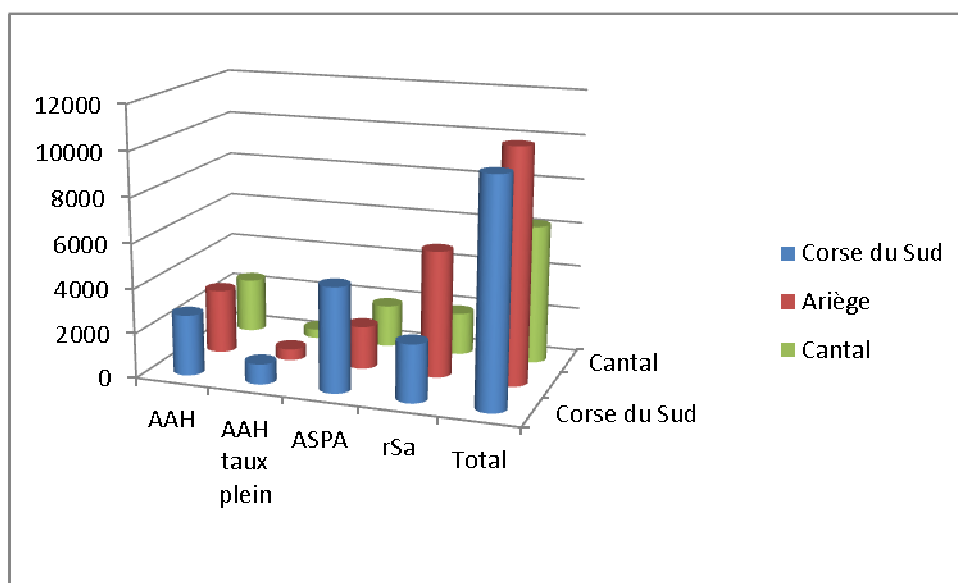
49 390 personnes en Ariège

49 033 personnes dans le Cantal



Par ailleurs, il faut prendre en considération le nombre de bénéficiaires des autres minima sociaux d'âge actif (allocation aux adultes handicapés et allocation de solidarité spécifique). Fin décembre 2014, la part des allocataires de minima sociaux d'âge actif s'élevait à 7,3 % en Corse, ce qui correspond quasiment au taux national (8 %).

Le graphique ci-dessous montre ainsi que les bénéficiaires des minima sociaux sont équivalents en nombre sur les 3 départements. Le graphique permet par ailleurs de constater que le nombre de bénéficiaires de l'ASPA est supérieur aux deux autres départements, ce qui confirme le vieillissement de la population locale.



1.3 Les priorités retenues dans le cadre du FAPI

Afin d'optimiser et renforcer l'efficacité des actions mises en œuvre sur le département en matière de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale et professionnelle, trois enjeux doivent être poursuivis :

- favoriser une meilleure coordination entre les acteurs concernés et évaluer l'impact des actions mises en œuvre ;
- lutter contre le non recours aux droits ;
- mettre en place des actions d'accompagnement pour les publics spécifiques (personnes souffrant de troubles psychiques, jeunes, population immigrée, etc.)

Les huit actions proposées dans le cadre de la présente convention ont vocation à répondre à ces axes de travail stratégiques.

Annexe 4 – Socle commun d'objectifs et priorités nationales en matière de politiques d'insertion

1. Socle commun d'objectifs :

Actions d'insertion prévues par la loi

- apporter un accompagnement social et professionnel adapté aux besoins du bénéficiaire du revenu de solidarité active, ainsi qu'aux membres de son foyer, en vertu de l'article L. 262-27 du code de l'action sociale et des familles ;
- garantir une orientation correspondant à la situation des personnes (incluant si nécessaire une réorientation) en vertu des articles L. 262-29 et L. 262-30 du code de l'action sociale et des familles ;
- signer un contrat d'engagements réciproques « librement débattu », en vertu de l'article L.262-36 du code de l'action sociale et des familles ;
- associer aux équipes pluridisciplinaires des représentants des bénéficiaires du revenu de solidarité active en vertu de l'article L. 262-39 du code de l'action sociale et des familles ;
- conclure un pacte territorial pour l'insertion dans les conditions prévues à l'article L. 263-2 du code de l'action sociale et des familles ;
- conclure avec le représentant de l'Etat la convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM) prévue à l'article L. 5134-19-4 du code du travail, prévoyant les aides départementales à l'insertion professionnelle et aux structures d'insertion par l'activité économique attribuées au titre de l'embauche de bénéficiaires du revenu de solidarité.

Actions concourant à renforcer les coopérations entre les acteurs (au moins 2 parmi la liste, non exhaustive, suivante) :

- mise en place d'instances de gouvernance de la politique d'insertion départementale associant les partenaires institutionnels et associatifs et les personnes en situation de précarité au niveau départemental, et le cas échéant infra-départemental ; existence d'un document stratégique global en matière de politiques de solidarités départementales (de type « schéma unique des solidarités ») assurant la cohérence des politiques sociales entre elles ;
- mise en place, actualisation et diffusion régulière d'un guide recensant les dispositifs de solidarité existants localement et accessibles aux acteurs publics et privés ;
- mise en place d'actions ou d'instances favorisant l'articulation entre la politique de la ville (contrats de ville) et les politiques d'insertion ;
- organisation et animation d'un réseau de « premier accueil social » dans le cadre du schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public, afin d'assurer l'accueil et l'orientation des personnes en difficulté sur l'ensemble du territoire ;
- mise en place d'actions visant à une meilleure coordination entre les acteurs de la lutte contre le non-recours (CAF, services de l'Etat, services du département) ;
- signature de conventions avec les agences régionales de santé pour assurer une coordination renforcée autour des personnes souffrant de troubles psychiques en situation d'exclusion ;
- mise en place d'une convention d'accompagnement global avec Pôle Emploi dans le cadre protocole national du 1er avril 2014 ;
- signature d'une convention de partenariat avec les missions locales pour l'accompagnement des jeunes en situation d'exclusion sociale dans le cadre du parcours d'accompagnement contractualisé vers l'emploi et l'autonomie (y compris

jeunes pris en charge par l'ASE ou sortants d'ASE, pris en charge par la PJJ ou sortants de PJJ et jeunes sous main de justice) ;

- signature d'une convention avec la région et les OPCA pour la formation des publics en insertion ;
- mobilisation d'un réseau d'entreprises associé aux actions d'insertion menées sur le territoire ;
- recours régulier aux clauses d'insertion dans les marchés publics pilotés par le Département ;
- signature de conventions partenariales avec les CCAS et CIAS du département ;
- mise en place d'une plateforme de ressources départementales regroupant des expertises thématiques mobilisable librement par les acteurs d'insertion du territoire (ex : soutien de référents conseils ou ressources en ligne sur les questions de mobilité, d'accès au logement, santé, handicap...)
- mise en place d'un réseau d'animateurs locaux de l'insertion (personnes ressources facilitant les synergies entre dispositifs au niveau local) ;
- mise en place d'un observatoire social associant les acteurs des politiques d'insertion ;
- mise en place d'un dispositif d'évaluation visant à mesurer les impacts des actions conduites sur le territoire en matière d'insertion ;
- mise en œuvre par le département d'un dispositif de soutien à l'innovation sociale ouvert à tous les acteurs de la lutte contre la pauvreté et l'insertion (financement, accompagnement de projets...).

2. Priorités nationales en matière de politiques d'insertion

Le département s'engage à définir et mettre en œuvre au moins quatre actions supplémentaires qui peuvent être constituées de projets nouveaux ou du renforcement d'actions existantes sur le territoire. Deux de ces actions peuvent répondre à des priorités nationales en matière d'insertion et deux peuvent répondre à des priorités d'insertion départementales.

Le département pourra proposer des actions s'inscrivant dans le cadre des priorités nationales indiquées ci-dessous, dans le respect des compétences de chaque acteur :

- Lutte contre le non-recours et accès aux droits
- Insertion des jeunes
- Lutte contre l'isolement social
- Hébergement et logement, veille sociale (accueils de jour, maraudes, SIAO)
- Accès aux soins
- Prévention des expulsions et maintien dans le logement
- Participation citoyenne aux politiques de solidarité
- Lutte contre la précarité énergétique
- Aide alimentaire
- Lutte contre la fracture numérique
- Lutte contre le décrochage scolaire
- Lutte contre l'illettrisme
- Prévention du surendettement
- Diffusion des valeurs républicaines et prévention de la radicalisation
- Politique de la ville et de revitalisation rurale
- Soutien à l'insertion par l'activité économique, contrats aidés et insertion professionnelle des jeunes
- Accueil, orientation et prise en charge des demandeurs d'asile

Annexe 5 – Fiche contact



Agence de Services
et de Paiement

Fonds d'appui aux politiques d'insertion

Fiche contact

Les informations nominatives contenues dans le présent formulaire feront l'objet d'un traitement informatisé dans les conditions prévues par la loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Cette loi donne au bénéficiaire droit d'accès et de rectification pour les données les concernant.

INFORMATIONS GENERALES DE LA COLLECTIVITE DE CORSE

Nom de la Collectivité : COLLECTIVITE DE CORSE

Nom du Président du Conseil Exécutif : Gilles SIMEONI

Personne à contacter : SIMONI Marie-Pascale

N ° SIRET : 2000769580012

Adresse :

Palazzu di a Cullettività di Corsica
Corsu Napuleone
BP 414 – 20183
Commune : Ajaccio cedex

Téléphone secrétariat : 04.95.29.31.94 / 04.95.29.13.76

Adresse électronique : gilles.simeoni@ct-corse.fr / marie-pascale.simoni@ct-corse.fr

Fait à :

le :

[Nom et cachet du signataire - Qualité du signataire – Signature]